

OGM : lequel de ces deux mondes ?

Frédéric Prat, août 2010

2030 : tout le territoire agricole de l'Union européenne est désormais couvert de plantes transgéniques...

Il est bien loin le temps des polémiques : tout le territoire agricole de l'Union européenne est désormais couvert de plantes transgéniques. Le mouvement de contestation qui était né à la fin des années 90 s'est finalement essoufflé, suite à plusieurs facteurs.

Le premier d'entre eux, et non des moindres, fut l'**accélération brutale du changement climatique** : pluies diluviennes à certains endroits, sécheresse ailleurs, phénomènes climatiques extrêmes entraînant de nombreuses pertes humaines, début notoire de la montée des eaux, réchauffement... Face à une telle perte de « contrôle » de son environnement, le citoyen s'est alors tourné vers la Science, seul nouveau Dieu capable à ses yeux de remédier à ces phénomènes. Et les seules armes, en agriculture, que les chercheurs, disciples de ce nouveau Dieu, et poussés par les semenciers, furent capables de produire ont été les plantes transgéniques, dotées en principe de nouveaux caractères capables de faire face à ces changements. Si les moyens considérables dégagés pour la recherche ont effectivement permis quelques avancées (certaines plantes poussent maintenant dans des milieux un peu salin et ont un peu moins besoin d'eau, « prouesses » toutefois déjà réalisées par certaines plantes non manipulées !), les rendements sont néanmoins en nette baisse, et la diversité des plantes cultivées n'a jamais été aussi réduite : que mangera-t-on demain ?

Second facteur qui explique qu'aujourd'hui plus personne n'ose contester publiquement le rôle positif des PGM, **la répression**. Déjà au début des années 2000, on avait connu des affrontements physiques parfois violents lors de la destruction de parcelles de PGM par des militants. Mais la répression policière s'est accentuée au fil des années, doublée par une justice qui a appliqué des lois de plus en plus conformes aux intérêts des vendeurs de PGM. Il faut reconnaître que ces semenciers ont bien manœuvré, en jouant la carte de la faim dans le monde et de la soi-disant adaptation de leurs plantes aux nouvelles données climatiques. Résultat : l'élection récente, à la tête des Cinq¹ d'un de leur plus fidèle représentant. Fichage génétique, prison, amende, et crise économique généralisée ont fait le reste : pas plus sur les PGM que sur d'autres sujets les citoyens n'osent aujourd'hui lever la tête...

La **crise économique**, troisième facteur, accentuée dès la fin des années 2000, a joué aussi un rôle non négligeable dans la mort de la contestation. Obligés de « travailler plus pour gagner autant » (et parfois moins), les citoyens ont aujourd'hui une préoccupation majeure : boucler la fin du mois. Après la spectaculaire envolée des prix des matières agricoles, on a craint un moment un retour à la famine, non par manque de produits alimentaires, mais bien par manque de pouvoir d'achat. Des subventions considérables aux agriculteurs passant aux PGM ont finalement résolu le problème. Et le citoyen assimile aujourd'hui les bas prix aux produits issus de plantes transgéniques. Et même si globalement les quelques indices de santé publique semblent se détériorer (il n'y a plus de statistiques officielles depuis longtemps), il faut bien manger et jusqu'à preuve du contraire, aucune PGM n'a entraîné de morts violentes.

Quatrième facteur, **le chercheur indépendant n'existe plus**. La recherche publique a aujourd'hui terminé sa restructuration : seuls les contrats avec les entreprises privées permettent aux quelques laboratoires publics de recherche de survivre. Si l'on avait pu croire, dans les années 2000, que certains chercheurs courageux, baptisés alors « lanceurs d'alerte », auraient pu réorienter les recherches vers d'autres voies, il n'en est plus un seul aujourd'hui, faute de moyens et de tribune, pour contester la « science officielle ».

¹ France, Allemagne, Royaume Uni, Italie et Russie, les autres pays ayant déserté l'ex Union européenne qui a fini par imploser

Enfin, dernier facteur, tous les **médias** (télé, radios et presse écrite), sont aujourd'hui entre les mains de grands groupes qui ne diffusent plus qu'une information tentant de nous faire accepter la situation présente en nous divertissant. Les multiples obstacles mis depuis plusieurs années à la diffusion d'informations par Internet (censure, fichage, suppression de connections... au nom souvent de causes morales ou de défense - pédophilie, droit d'auteur, terrorisme - étrangères au mouvement militant), n'ont toutefois pas encore réussi à endiguer complètement l'information indépendante, qui a cependant bien du mal à survivre...

2030 : produire sans détruire

2030 : Le résultat du procès d'hier est symptomatique des avancées considérables réalisées en matière d'environnement depuis deux décennies. Qu'on en juge : un agriculteur vient d'être condamné pour avoir utilisé de l'herbicide round up, sur des semences de maïs transgénique de contrebande, les deux étant interdits depuis plus de dix ans dans toute la Fédération des Régions Européennes. Sa « peine » : la destruction de sa récolte et l'obligation de réhabiliter ses sols, à ses frais, par l'application d'un savant cocktail de microorganismes mis au point récemment par le département de microbiologie des sols de l'Inrab².

Que de chemin parcouru pour parvenir à cette interdiction de toutes plantes transgéniques en champ, et à la généralisation de l'agriculture écologique ! Il faut dire que la situation environnementale et alimentaire n'était plus tenable : disparition de la matière organique des sols, aliments contaminés par les pesticides, biodiversité en déroute, menaces sur l'appropriation du vivant... La coupe était pleine.

Et l'on a assisté, en l'espace d'une décennie, à l'instauration d'une sorte de cercle vertueux : les militants, peu nombreux au départ, ont su **populariser leur lutte contre les PGM en l'ouvrant aux alternatives** d'une agriculture durable et écologique. Bien relayés par certains **médias** au départ, ces discours ont gagné peu à peu l'opinion publique, échaudée par divers **scandales alimentaires**. Les alternatives de culture et de consommation (circuits courts encouragés par la hausse des prix du carburants) ont généré des **études** de plus en plus nombreuses de **scientifiques** (sociologues au départ, économistes, mais aussi « chercheurs marginaux » en agronomie), à tel point que l'Etat, ouvert aux propositions de la société civile, a fini par dégager des **budgets conséquents de recherche** sur une nouvelle discipline : l'agronomie biologique. Cette reconnaissance officielle, acquise de haute lutte, s'est doublée d'une forte dénonciation, étayée scientifiquement, des méfaits des agrototoxiques, aboutissant à la fois à l'interdiction de ces produits, mais aussi des PGM dont la plupart pouvaient s'assimiler à des pesticides ou nécessitaient l'usage massif d'herbicides.

Flairant un nouveau créneau commercial, c'est tout naturellement que la **grande distribution** s'y est engouffrée, sans doute un peu tard puisqu'on le sait, la distribution alimentaire est aujourd'hui majoritairement le fait de circuits de proximité.

La Fédération des Régions européennes, élargie à l'Europe de l'Est et à certains pays africains, défend aujourd'hui une politique agricole basée sur le thème du « produire sans détruire » : respect de l'environnement, augmentation de la biodiversité, agriculture écologique... Malgré cela, elle doit rester vigilante aux tentatives de déstabilisation d'autres pays (Etats-Unis, Chine...), qui n'ont pas renoncé, comme on l'a vu lors de ce procès, à tenter d'imposer coûte que coûte leurs PGM via la contrebande organisée.

On le sait, jusqu'ici, les différentes condamnations de ces pays par l'Organisation Mondiale de l'Environnement sont restées lettre morte, du fait de leur potentiel militaire nettement supérieur. Mais les européens sont patients : quand ces pays n'auront plus que leurs canons et leurs bombes à manger, ils pourront enfin leur tendre la main pour achever la construction de ce nouveau monde.

² institut national de recherche en agronomie biologique